

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0012

NOTE

12,5 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

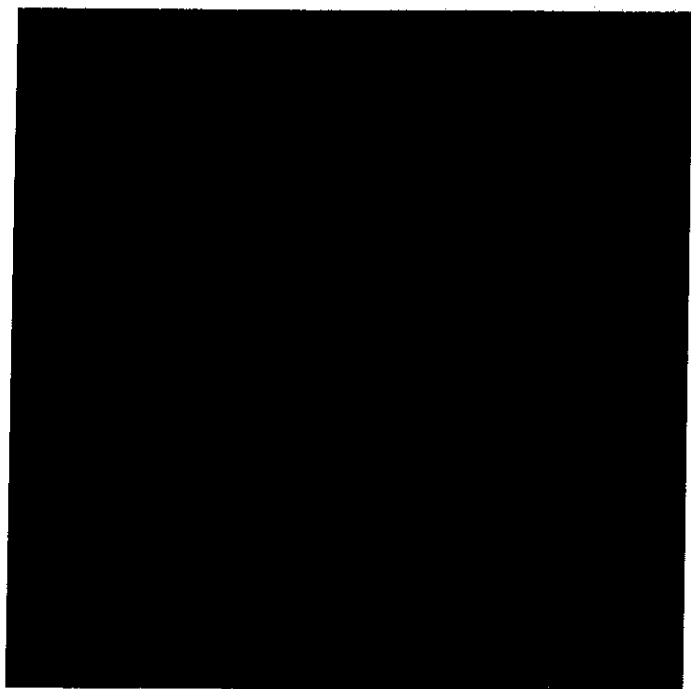
Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(Signature)

COMPOSITION DE Droit pénal et procédure pénale

"Devant l'enfant, la décision judiciaire n'est valable que si elle exprime un acte d'écoute ou de solidarité". (Jean Chayal). Depuis le début du siècle dernier, la spécificité de la délinquance des mineurs est pleinement reconnue et justifie une réponse pénale adaptée. Sans entrer dans la considération du seuil de discernement



il est en effet communément admis que le mineur (c'est-à-dire celui qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité légale), ne dispose pas entièrement de son libre arbitre et qu'à ce titre, il ne peut ni appréhender ni assumer totalement les conséquences de ses actes. Outre le fait qu'il

semble présenter une dangereuse témérité de fait de son âge, il dispose d'une "capacité" de socialisation qui appelle logiquement une réponse pénale particulière, différente de celle qui est mise en œuvre pour les majeurs. Sa personnalité fragile et évolutive fait du mineur, même délinquant, un être d'abord en danger que le droit s'efforce de protéger avec la mise en place d'un statut autonome particulièrement protecteur. Si toutefois la protection doit rester la priorité du législateur lorsqu'il œuvre en la matière, il doit veiller à concilier cette exigence avec la nécessaire prévention des atteintes à l'ordre public, la protection des victimes et bien sûr la recherche des auteurs d'infractions. Face à la recrudescence de la délinquance des mineurs, marquée par des actes d'une violence extrême (incendies volontaires de bus ou de véhicules, agressions, dégradations, bandes, vandalisme...), appelant une réponse forte et visible des pouvoirs publics, le législateur est intervenu ces dernières années dans un sens plus répressif, atténuant de facto la frontière qui existait jusqu'alors entre cette délinquance particulière et la délinquance

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

des majeurs. Toujours consacrée officiellement par l'Ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, constitutionnellement garantie, l'autonomie de la justice pénale des mineurs est-elle toujours aussi effective ? aussi protectrice ? (I). Sera-t-elle confortée ou au contraire atténuée par le projet de Code de justice des mineurs issu du rapport Varinard actuellement à l'étude ? (II).

I - L'ordonnance du 2 février 1945 : un statut autonome et protecteur à adapter. Prévention, éducation et sanction, tels sont les maîtres mots qui régissent encore l'esprit de l'ordonnance du 2 février 1945, maintes fois remaniée il est vrai dans le sens de la responsabilisation des mineurs délinquants (Lois du 9 septembre 2002 et du 9 mars 2004). Le texte consacre toujours aujourd'hui : l'autonomie de la matière, aussi bien sur le plan du droit substantiel (A) que sur le plan procédural (B), une autonomie atténuée ces dernières années afin de l'adapter à une délinquance juvénile plus précoce, désormais considérée comme "l'un des défis majeurs posés à la société française".

A) L'autonomie de la justice pénale des mineurs sur le plan du droit substantiel. La justice pénale des mineurs a eu pour particularité la particularité d'énoncer des principes directeurs qui sont reconnus comme principes fondamentaux reconnus par les lois de la République par le Conseil Constitutionnel. Le premier de ces principes est le "Primat de l'éducatif sur le répressif", c'est-à-dire l'idée

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

plus efficiente et plus valable que la sanction. Mais ce primat de même que l'impossibilité de prononcer des peines avant l'âge de treize ans ne signifie nullement que les mineurs de cet âge soient irresponsables et que la minorité soit une cause d'irresponsabilité. L'ordonnance de 1945 donne certes la primauté aux mesures éducatives, les peines n'étant envisagées que de façon subsidiaire, mais ne nie nullement cette responsabilité. C'est pour clarifier cette impression que la loi du 2 mars 2002 a posé le principe de la responsabilité des mineurs dans l'article L 122-8 CP, lequel dispose que "les mineurs capables de discernement sont pénalement responsables des crimes, délits ou contraventions dont ils ont été reconnus coupables". Cette loi ne fait en réalité que confirmer une jurisprudence de la Chambre criminelle en date du 13 décembre 1956 (arrêt Labouche) qui imposait la recherche et la prise en compte du discernement pour les mineurs de moins de treize ans, distinguant les "infans" irresponsables car privés de discernement, des "non infans", responsables. Ce principe de responsabilité étant posé, il convient de rappeler que la spécificité du droit pénal substantiel des mineurs se manifeste à deux égards : tout d'abord en ce qui concerne la responsabilité elle-même qui présente l'originalité de comporter des seuils en fonction de l'âge, ensuite en ce qui concerne les mesures applicables. S'agissant de la responsabilité, il convient en effet de souligner l'existence de seuils de responsabilité

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

en fonction de l'âge du mineur au jour de la commission de l'infraction. C'est une originalité du droit pénal substantiel des mineurs qui permet une responsabilité progressive - cela va de l'irresponsabilité totale de l'âge de 0 à 7 ans (pour l'enfant) à une responsabilité atténuée au delà, étant précisé qu'il n'est pas possible de prononcer des peines en dessous de l'âge de 13 ans et que dans tous les cas, il convient de faire primer l'aspect éducatif sur l'aspect répressif. Aussi au delà de 7 ans le juge aura-t-il la possibilité de prononcer des mesures éducatives (qui ne sont pas des peines et qui permettent une résocialisation du mineur adaptée à son âge et à sa personnalité) et après 10 ans, des sanctions éducatives, catégorie hybride prévue par l'art 15 de l'ordonnance de 1945 et qui permet notamment le placement du mineur dans une institution d'éducation ou un établissement spécialisé. Il a été proposé un temps de remplacer ce système des seuils, assez rigide, par une modulation de la responsabilité et de la peine en fonction du discernement du mineur mais cette voie n'a pas été suivie. Il est vrai que les seuils jouent un rôle déterminant puisqu'ils ont une incidence non seulement sur la responsabilité du mineur mais aussi sur la mesure qui lui est applicable.

B - L'autonomie de la justice pénale des mineurs sur le plan procédural. C'est surtout sur le plan procédural que l'ordonnance de 1945 a

été remaniée sans toutefois toucher au privilège de juridiction  
d'existence d'une procédure pénale spécifique aux  
mineurs est en effet reconnue par le Conseil Constitutionnel  
et garantie par la Cour européenne des droits de  
l'homme depuis l'arrêt S.C c / Royaume-Uni  
en date du 15 juin 2004. Elle se manifeste en  
premier lieu par une spécialisation des magis-  
trats qui constitue une garantie fondamentale  
qui prime sur le principe de séparation des  
fonctions d'instruction et de jugement. En effet,  
le juge des enfants a la particularité de  
remplir ces deux fonctions ce qui ici ne se  
révèle pas contraire à son impartialité mais  
au contraire se veut favorable aux intérêts  
du mineur. Juge des enfants, tribunal pour  
enfants et Cour d'appels des mineurs sont ainsi  
les juridictions chargées spécifiquement des  
mineurs et qui disposent à cet effet d'un  
véritable privilège de juridiction. Les  
magistrats qui y sont détachés sont spécialisés  
et la procédure est particulière : cumul des  
fonctions d'instruction et de jugement comme on  
a déjà été indiqué, exclusion de la publicité  
des débats afin que cela soit moins traumatisant  
(et on se souvient ici du procès de Yousef  
Fofana dont les complices, mineurs, ont été jugés  
à huis-clos ce qui a soulevé des controverses  
vu l'atrocité des faits reprochés au principal  
instigateur, lui-même mineur à l'époque des  
faits mais bénéficiant de la procédure applicable  
à ses complices), présence des parents tout  
au long de la procédure, renforcement des  
droits de la défense avec le caractère systématique  
de la présence de l'avocat, l'enregistrement

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de l'interrogatoire du mineur, et notamment du mineur en garde-à-vue avec un enregistrement audiovisuel versé au dossier. Ce dispositif particulièrement protecteur a connu ces dernières années des modifications importantes au point que certains ont considéré que cela reproduisait le dispositif des mineurs de celui applicable aux majeurs, entraînant ainsi l'esprit même de l'ordonnance de 1945. Le droit pénal processuel des mineurs ne serait-il plus ainsi autonome ? Il est vrai que les prétendues insuffisances du dispositif ont conduit le législateur à l'amender afin de donner les moyens, à la police comme aux juridictions, de s'adapter face à une délinquance de plus en plus prégnante. Ainsi la loi du 8 février 1995 a-t-elle institué une procédure de convocation à comparaître devant le juge des enfants délivrée par le procureur de la République et notifiée par un officier de police judiciaire. La loi du 4 juillet 96 a décidé que cette convocation pourrait désormais être délivrée aux fins de jugement, dès lors qu'il existe des charges suffisantes, ce qui rapproche cette procédure de celle de la comparution immédiate pour les majeurs. Mais c'est surtout devant la Cour d'assises des mineurs que la procédure applicable n'est plus si autonome et protectrice : en effet, en cas de crime, pour les mineurs âgés de 16 à 18 ans, la spécialisation n'est plus réelle. La Cour d'assises des mineurs n'est pas notoirement

un magistrat déléguera à la protection de l'enfance et les impératifs de séparation des juridictions d'instruction et de jugement, maintenue devant cette juridiction, ne permettent pas toujours que les amenseurs soient des magistrats spécialisés dans le domaine de l'enfance. De fait, les juges des enfants qui ont participé à l'instruction ne peuvent siéger comme amenseurs à la Cour d'assises, qui ainsi peut être composée comme une cour d'assises de droit commun. - D'aucuns dénoncent que l'infraction la plus grave commise puisse ainsi être confiée à une juridiction non complètement spécialisée.

Ces objections faites, il semble donc que la justice des mineurs soient véritablement autonome sur le plan substantiel (atténuation obligatoire de la responsabilité et originalité des motifs de répression), mais que des ambiguïtés la caractérisent sur le plan procédural. Le projet de réforme Varinard va-t-il dans le sens de l'autonomie ou au contraire consacre-t-il le mouvement entamé ces dernières années qui fait de certains mineurs délinquants, des délinquants de droit commun, sans aucune particularité?

II. Le projet de la Varinard : la consécration apparente de l'autonomie mais la rupture avec un modèle protectionniste :

La refonte de l'ordonnance du 2 février 1945 est envisagée depuis de nombreuses années. Déjà à la fin des années 90, le gouvernement socialiste s'était interrogé sur la nécessité de la réforme. Notée plus d'une trentaine de fois, l'ordonnance de 1945 ne servait plus



Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

réellement adoptée. Le 3 décembre 2008, la Commission Vanhoye chargée de réformer l'ordonnance de 1945 a rendu son rapport, près de 70 propositions. Mais alors que sa mission était d'engager "une refondation complète de la justice pénale des mineurs", le rapport n'apporte guère de modifications à l'ordonnance, consacrant ses principes directeurs (A), mais affaiblissant sur certains points la protection du mineur délinquant (B).

### A) La consécration de l'autonomie de la justice pénale des mineurs :

La création d'un code de justice des mineurs est en premier lieu à souligner et atteste de l'autonomie de la matière. Garantie par le Conseil Constitutionnel, il semble que cette autonomie ne peut qu'être renforcée par l'initiative d'un code particulier. Le législateur attend d'ailleurs de s'être prononcé sur le Code de procédure pénale actuellement à l'étude en vue d'une refonte complète avant de proposer la validation législative de ce futur code pénal des mineurs.

Celui énoncera en premier tous les principes directeurs dans le cadre desquels la justice pénale des mineurs évolue depuis plusieurs années, les principes fondamentaux reconnus par le Conseil ainsi que ceux érigés par le plan européen, le droit à un procès équitable, la séparation des fonctions de justice

et la non publicité des audiences, le primat de l'éducatif sur le répressif, l'atténuation automatique de responsabilité en fonction de l'âge sont exceptions prévues par la loi. Le Code est par ailleurs exclu de son champ d'application tout ce qui a trait aux mesures éducatives, ~~sa portée, ce qui~~ Désormais, deux mesures seulement peuvent être prises à l'égard des mineurs, les sanctions éducatives (qui prennent le nom de "mesures éducatives") et les peines.

B. L'affaiblissement de la protection du mineur = Certes, le caractère exceptionnel des peines privatives de liberté est affirmé, le principe de juridictions spécialisées aussi (sous réserve d'un changement terminologique), de même que le principe de l'existence obligatoire d'un avocat ou d'implication des parents, mais d'autres principes valent le jour. En premier lieu, ce qui est favorable à l'enfant, le principe de la meilleure connaissance de la personnalité du mineur. Chaque ~~for~~ mineur fait l'objet d'un dossier unique et la communication entre juge des tutelles, juge des enfants est facilitée. Le principe de nécessité d'une réponse à toute infraction est consacré mais nuancé par la non exigence d'une réponse judiciaire à toute infraction. La question de la responsabilité pénale est abordée, le seuil de responsabilité au-delà duquel on pourra prononcer une peine et on fixe à 12 ans, ce qui correspond au seuil que l'on retrouve dans la plupart des pays européens.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Tout critique, ce sera à occulter d'autres innovations plus techniques. Le juge des enfants conserve bien sa double casquette de juge civil et de juge pénal mais des changements sont proposés dans l'organisation de la pyramide des juridictions, déferants et la protection des mineurs. Certains auteurs parlent de perte de cohérence du système - la déjudiciarisation du traitement de la première infraction, la montée en puissance des alternatives aux poursuites, la prépondérance de l'action des parquets mineurs, sont autant de contradictions qui font perdre au système sa cohérence d'ensemble, au détriment non de l'autonomie de cette justice, mais de la protection des mineurs.